



RAPPORT 2016-2017  
BUREAU DU SÉNATEUR THANH HAI NGO



LA SITUATION DES DROITS DE  
**LA PERSONNE AU VIETNAM**

CE RAPPORT FUT COMPLÉTÉ PAR LES STAGI-  
AIRES DU BUREAU DU SÉNATEUR NGO :

---

NICHOLAS DANG	LONDON, ON
KHIEM HOANG	MISSISSAUGA, ON
ELLIOT HON YUAN NG	MONTREAL, QC
NINA NGUYEN	CALGARY, AB
STEPHEN TRAN	TORONTO, ON
ANNIE VANG	MISSISSAUGA, ON

AVEC L'AIDE DE :  
DAVID NGUYEN

BUREAU DU SÉNATEUR THANH HAI NGO  
309 ÉDIFICE DE L'EST  
PARLEMENT DU CANADA  
RUE WELLINGTON  
SÉNAT DU CANADA  
OTTAWA (ONTARIO)  
K1A 0A4

EMAIL: [THANHHA1.NGO@SEN.PARL.GC.CA](mailto:THANHHA1.NGO@SEN.PARL.GC.CA)

TEL: 613-943-1599  
TOLL-FREE: 1-800-267-7362  
FAX: 613-943-1592

## TABLE DES MATIÈRES

**03** MESSAGE DU SÉNATEUR

---

**04** INTRODUCTION

---

**05** POLITIQUE VIETNAMIENNE

---

**07** LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

---

**11** LA LIBERTÉ DE RÉUNION

---

**15** LA LIBERTÉ DE RELIGION

---

**19** ET APRÈS

---

**23** CONCLUSION

---

**25** ANNEXE

---

**30** ÉTUDES DE CAS

---

**34** DÉCRETS ADMINISTRATIFS

---

**35** CODE PÉNAL DU VIETNAM

---

# MESSAGE DU SÉNATEUR

On se rappelle **30 avril 1975** comme du jour où les forces communistes ont marché sur Saigon, mettant fin à la guerre du Vietnam. Pour de nombreux Vietnamiens, ce jour marque le début d'un long et pénible parcours vers la liberté. La chute de Saigon a provoqué l'exode de millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont fui leur patrie à bord d'embarcations précaires en quête de liberté. Leur périple en mer a été hérissé de difficultés : faim, maladie, meurtres, tempêtes et même attaques de pirates. Ceux qui ont survécu aux périls de la mer sont passés de bateaux surchargés à des camps de réfugiés surpeuplés, sans savoir ce que l'avenir leur réservait. Les personnes qui ont eu la chance de se réinstaller à l'étranger n'étaient pas au bout de leur peine : elles ont dû se faire une nouvelle vie dans un pays qui n'était pas le leur. Ces gens sont communément appelés les « réfugiés de la mer ». Le Canada a eu la générosité d'en accueillir plus de 60 000 en cette période extrêmement difficile pour eux. Depuis, la communauté vietnamo-canadienne a prospéré. Élément essentiel de la riche mosaïque culturelle du Canada, elle apporte une contribution inestimable à la société canadienne et ne rate jamais une occasion de défendre la primauté du droit, la démocratie et les droits de la personne.

Le Vietnam vit aujourd'hui sous un régime à parti unique imposé par le Parti communiste vietnamien, qui a pris le

pouvoir après la guerre et fait subir bien des épreuves à la population. Sous ce régime, de nombreuses personnes ont été dépossédées de leur propriété. Elles ont été muselées et ont vu leurs êtres chers emprisonnés. La violation des droits de la personne par le Parti communiste vietnamien demeure une source de grande préoccupation en 2016, car des citoyens sont sans cesse privés de leurs libertés fondamentales.

Même si le gouvernement du Vietnam prétend se soucier des droits de ses citoyens, les lois et les politiques trop vagues établies en vertu du cadre constitutionnel permettent au Parti d'exercer un contrôle sur les citoyens. En 2016, parmi les dernières tendances au chapitre de la violation des droits de la personne, on observe une surveillance continue des médias par le gouvernement, la perpétration d'actes de violence à l'endroit de manifestants par des policiers en civil et l'absence de promesse d'une réforme judiciaire après le congrès du Parti.

Le Canada est en mesure de montrer qu'il est un chef de file dans la défense des normes en matière de droits de la personne tant à l'étranger qu'au pays. C'est pourquoi je suis heureux de vous présenter le dernier rapport annuel de mon bureau sur les droits de la personne au Vietnam, fruit du travail de mon équipe de stagiaires de tous les coins du pays : Nicholas Dang, Khiem Hoang, Elliot Hon Yuan Ng, Nina Nguyen, Stephen Tran et Annie Vang.

Comme ceux des années passées, les stagiaires de cette année ont travaillé très fort pour produire un document qui explique clairement et succinctement la situation des droits de la personne au Vietnam. J'espère que ce petit ouvrage fera comprendre aux lecteurs l'urgence d'agir au Vietnam et incitera les Canadiens à défendre les droits des personnes incapables de le faire elles-mêmes.



Senator Thanh Hai Ngo

## INTRODUCTION

Les droits de la personne font en sorte que les citoyens de tous les pays du monde jouissent des libertés universelles fondamentales qui devraient être respectées tant à l'échelle internationale qu'au niveau national. Malheureusement, il y a des endroits où les gens ne jouissent pas pleinement de leurs droits fondamentaux. Malgré les obligations qu'il a envers ses citoyens et bien qu'il soit tenu de respecter les accords internationaux, le Vietnam est surveillé par la communauté internationale en raison de son piètre bilan au chapitre des droits de la personne.

Même si le gouvernement en place a ratifié plusieurs traités internationaux, y compris la Convention des Nations Unies contre la torture, la situation des droits de la personne au Vietnam demeure alarmante. Grâce à l'étude de cas de prisonniers d'opinion et à l'analyse d'événements récents qui font la lumière sur la situation des droits de la personne au Vietnam, le présent rapport attirera l'attention des lecteurs sur l'aspect humain de la violation des droits de la personne qui ne cesse de s'intensifier dans ce pays. Les multiples cas de censure des médias, de brutalité policière et de discrimination contre les groupes religieux non inscrits seront également examinés dans le contexte général de la violation des droits de la personne. Chaque chapitre fera ressortir les possibilités futures pour le Vietnam de soutenir les droits de la personne ou mettra en relief les principales stratégies de défense des droits auxquelles la communauté internationale pourrait recourir pour renforcer sa politique internationale relative aux droits de la personne.

Le présent rapport traitera également de la façon dont le système judiciaire du Vietnam et l'utilisation qui en est faite pour priver les citoyens de leurs libertés fondamentales contribuent à la situation lamentable des droits de la personne dans ce pays. À la fin du rapport, un tableau comparant la situation des droits de la personne qui existe au Vietnam et celle qui a cours au Canada met encore en évidence l'urgence d'agir.

## LES 3 LIBERTÉS



### LIBERTÉ D'EXPRESSION

Cette liberté permet à chaque personne de s'exprimer librement sans contrainte ni crainte de persécution. Au Vietnam, des lois et des règles strictes ont été mises en place pour faire taire la critique contre le gouvernement au pouvoir. La forte emprise de celui-ci sur les médias du pays permet au Parti communiste, qui domine la scène politique, de contrôler la circulation de l'information et aux autorités de ne diffuser que l'information qu'elle juge appropriée.



### LIBERTÉ DE RÉUNION

Cette liberté garantit aux personnes le droit et la possibilité de se réunir ainsi que d'exprimer, de promouvoir, d'explorer et de défendre leurs idées. Les autorités vietnamiennes obligent actuellement les citoyens à demander une autorisation avant de tenir des réunions publiques. Ces derniers peuvent se faire interdire la tenue d'événements que le gouvernement estime politiquement ou autrement inacceptables. Qui plus est, tous les partis politiques indépendants, les syndicats et les organismes de défense des droits de la personne sont interdits par le gouvernement.



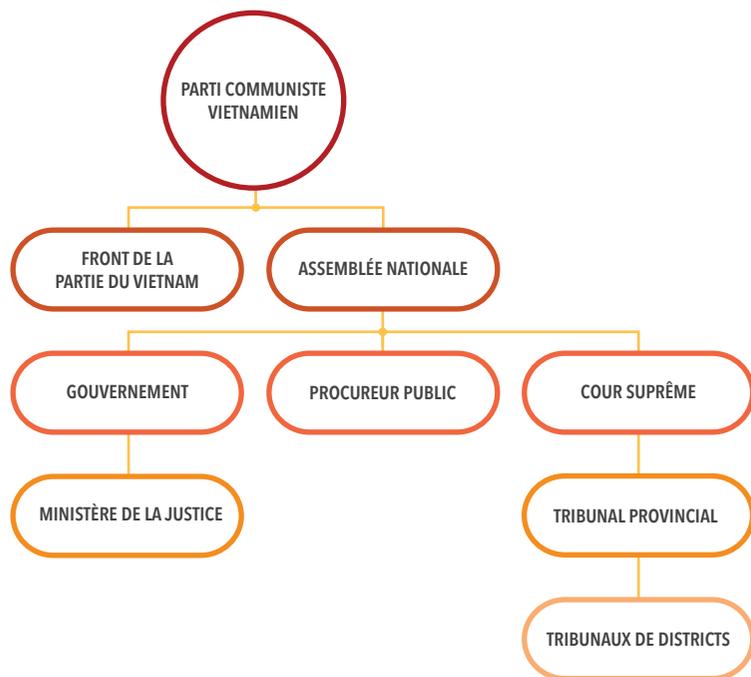
### LIBERTÉ DE RELIGION

Cette liberté assure aux particuliers et aux collectivités le droit de pratiquer leur foi en public ou en privé et de manifester leur foi ou leurs convictions par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites. Le Parti communiste vietnamien a établi de nombreuses règles sévères qui sont avantageuses pour lui, mais préjudiciables aux groupes religieux et confessionnels qu'il considère comme illégitimes. Les autorités jouissent d'une grande latitude pour réglementer, limiter et interdire la pratique de la religion, de sorte que de nombreux groupes sont sans recours contre le traitement injuste et l'emprisonnement.

## LA POLITIQUE VIETNAMIENNE

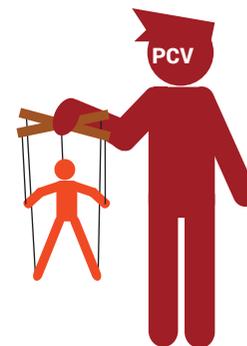
La République socialiste du Vietnam est un État à parti unique dont le président est le chef de l'État et le premier ministre, le chef du gouvernement. Ce régime est dirigé par le Parti communiste vietnamien. Le pouvoir exécutif est exercé par le gouvernement et président du pays. Le pouvoir législatif relève de l'Assemblée nationale du Vietnam, la Quốc hội. Les dirigeants sont proposés et élus par l'État selon un processus contrôlé par le Parti communiste et influencé par le Front de la Patrie du Vietnam. Ce processus empêche les citoyens de choisir leur dirigeant. Le Parti communiste contrôle également le système judiciaire en établissant des lois très générales servant à opprimer les personnes qui s'opposent aux vues de l'État.

### STRUCTURE DU GOUVERNEMENT VIETNAMIEN



### LE DERNIER MOT:

Malgré l'apparence de la division des pouvoirs, l'autorité ultime demeure dans les mains du PCV qui maintient la dernière décision sur l'éligibilité des candidats qui peuvent se présenter en politique.



La République socialiste du Vietnam est actuellement contrôlée par le Parti communiste vietnamien (PCV), qui, dans un régime à parti unique, contrôle entièrement les lois et politiques du pays. Sa domination de la sphère politique vietnamienne est affirmée dans l'article 4.1 de la Constitution du pays, selon lequel « le Parti communiste du Vietnam [...] est la force qui dirige l'État et la société »<sup>1</sup>.

L'État vietnamien est divisé en trois organes : le gouvernement, le Bureau populaire de supervision et de contrôle et la Cour populaire suprême<sup>2</sup>. Un pouvoir limité est également délégué au Front de la Patrie du Vietnam et à l'Assemblée nationale, deux entités qui ont pour tâche de superviser les activités du gouvernement<sup>3</sup>.

Malgré cette apparente division, l'essentiel du pouvoir est entre les mains du PCV, qui décide en dernier ressort des candidats admissibles à des postes politiques.

Les trois figures dominantes du gouvernement vietnamien sont le secrétaire général, le président et le premier ministre. Le secrétaire général occupe le poste le plus élevé du régime politique vietnamien et préside les réunions, entre autres<sup>4</sup>. Le président nomme le premier ministre, le vice-président et d'autres hauts responsables sous la supervision de l'Assemblée nationale<sup>5</sup>. En qualité de chef du gouvernement, le premier ministre surveille l'Assemblée nationale et exécute les ordres du président<sup>6</sup>. Même si les membres de l'Assemblée nationale sont nommés pour cinq ans, les réformes sont peu probables, puisque tous les candidats à des fonctions politiques sont approuvés par le PCV. Il s'ensuit que tous ceux qui détiennent une charge politique ont des idées en accord avec celles du Parti.

## LE SYSTÈME JUDICIAIRE DU VIETNAM

L'appareil judiciaire vietnamien comprend la Cour populaire suprême, les tribunaux populaires de province et les tribunaux populaires de district, ceux-ci constituant le niveau inférieur du système et statuant sur des affaires pénales, civiles, administratives et économiques<sup>7</sup>.

### HIÉRARCHIE DU SYSTÈME JUDICIAIRE AU VIETNAM



L'appareil judiciaire exerce le « pouvoir par la loi » en ce sens que le gouvernement en place nie les droits constitutionnels à son gré et manipule la loi afin d'atteindre ses objectifs<sup>8</sup>. Ce système repose sur un droit civil qui ne tient pas compte des précédents jurisprudentiels<sup>9</sup>. Il peut en résulter un manque d'uniformité dans les décisions des tribunaux et les résultats qui varient selon la cause ou l'incident. On peut observer une incohérence généralisée dans l'utilisation du code pénal, l'un des textes législatifs les plus cités du pays. Le code pénal est souvent critiqué pour son imprécision, car celle-ci permet aux autorités de sévir contre les dissidents qui s'opposent aux mesures et aux politiques du PCV<sup>10</sup>.

## LE SYSTÈME CORRECTIONNEL DU VIETNAM

Dans son dernier rapport, le World Prison Brief indiquait que le Vietnam compte 53 établissements correctionnels où sont détenus environ 136 245 prisonniers<sup>11</sup>. Selon Amnistie internationale, 84 de ces détenus sont des prisonniers d'opinion qui ont été envoyés derrière les barreaux parce qu'ils s'opposaient au PCV<sup>12</sup>. Chaque année, le Vietnam remet des prisonniers en liberté à l'occasion de fêtes nationales, comme le Têt (Nouvel An vietnamien) ou le jour de l'indépendance du Vietnam. En 2015, il a remis en liberté plus de 18 000 prisonniers condamnés pour meurtre, trafic de drogue, traite de personnes et corruption<sup>13</sup>. Cependant, aucun prisonnier politique n'a retrouvé sa liberté<sup>14</sup>.



*Le congrès du Parti communiste se rencontre à huit clôt pour choisir ses nouveaux dirigeants*

<http://www.bloomberg.com/news/articles/2016-01-19/vietnam-set-for-new-era-as-communist-party-picks-new-leaders>

De nombreux organismes internationaux se sont dits préoccupés par les conditions de détention généralement médiocres dans les établissements carcéraux du Vietnam, où de nombreux cas de harcèlement et de torture ont été signalés<sup>15</sup>.

Selon un rapport publié par Amnistie internationale, d'ex-prisonniers ont indiqué avoir passé de « longues périodes en isolement dans des cellules sombres et fétides sans accès à de l'air pur, à de l'eau potable et à des installations sanitaires. Certains ont été fréquemment battus, ce qui constitue une infraction flagrante à l'interdiction de la torture au pays et à l'échelle internationale<sup>16</sup>. »

L'organisme Human Rights Watch a également commenté le traitement des prisonniers vietnamiens. Il est surtout préoccupé par le traitement des personnes placées en garde à vue. Au cours d'une conférence de presse à Bangkok où il a parlé de la situation, le directeur adjoint de la direction de l'Asie de Human Rights Watch, Phil Robertson, a déclaré que ce que l'organisme avait découvert, c'est « une crise des droits de la personne dans le fonctionnement quotidien de la police au Vietnam<sup>17</sup> ». Des détenus ont déclaré avoir été battus quand ils étaient en garde à vue, parce que la police tentait d'obtenir d'eux des confessions ou parce qu'ils formulaient des critiques ou essayaient de discuter avec les agents<sup>18</sup>.

« J'AI APPRIS QUE LE PLUS VOUS RÉPONDEZ, LE PLUS VOUS PARLEZ, LE PLUS VOUS SEREZ BATTU. SI VOUS ÊTES IGNORANT, VOUS POURRIEZ PARLER TROP ET ENDURER PLUS DE COUPS. IL EST PRÉFÉRABLE DE MOINS PARLER. PLUSIEURS PRISONNIERS MEURENT TORTURÉS PAR LA POLICE. D'AUTRES PRISONNIERS M'ONT CONSEILLÉ D'ENDURER CES COUPS DISANT « NE RÉPLIQUE PAS, SINON ILS VONT TE TUER. » »

*- Chau Hen, Khmer Krom, militants des droits fonciers et ancien prisonnier de conscience.<sup>19</sup>*

## LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

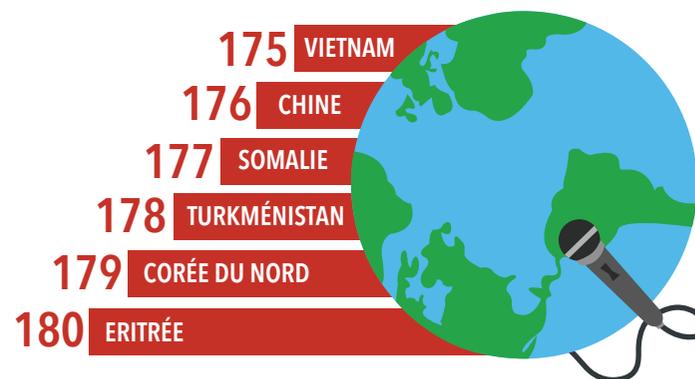
La Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies définit la liberté d'expression comme le droit « [...] de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit<sup>20</sup> ». Au Vietnam, cependant, les autorités réglementent, contrôlent et restreignent la communication à tous les niveaux en vertu de lois imprécises et strictes. Parallèlement, le Parti communiste vietnamien intensifie ses efforts pour contrôler ce qui se dit et ce qui est communiqué en recourant à la censure, en restreignant l'accès à l'information et posant des actes de violence contre les personnes dont les idées ou les questions sont considérées comme dangereuses ou mauvaises. Bien que la liberté d'expression soit garantie par l'article 25 de la Constitution du Vietnam, le gouvernement du pays refuse systématiquement de garantir aux citoyens l'accès à l'information et la liberté d'expression et continue de contrôler les médias.



*Insécurité publique: Un policier vietnamien fait une annonce publique utilisant un mégaphone.*

*Asian Correspondent; <https://asiancorrespondent.com/2014/09/police-brutality-pervasive-in-vietnam-says-hrw/>*

« En 2016, le Vietnam occupait le 175<sup>e</sup> rang sur 180 pays dans le classement mondial de la liberté de la presse<sup>22</sup>. »



## LE CONTRÔLE DES MÉDIAS PAR L'ÉTAT

Au Vietnam, tous les médias appartiennent au gouvernement, qui les contrôle, ce qui permet au PCV d'exercer une censure rigoureuse sur le contenu produit. Les médias du Vietnam sont soumis à des lois et à des règles strictes qui leur rendent difficile de diffuser l'information librement. En outre, devant l'utilisation accrue des médias sociaux au pays, le gouvernement a mis en place diverses mesures législatives et réglementaires lui permettant de contrôler plus étroitement la circulation de l'information<sup>21</sup>. L'une de ces mesures est la modification de l'article 117. Les citoyens ne peuvent pas jouir totalement de leur droit fondamental à la liberté d'expression parce qu'ils craignent que les nouvelles limites imposées n'entraînent d'autres représailles de la part du gouvernement.

## CE QUI SE PASSE MAINTENANT

Le Vietnam a récemment apporté des modifications à son code pénal pour limiter encore davantage la liberté d'expression prévue à l'article 117. Il continue de violer la liberté d'expression de ses citoyens au moyen du « Barrage vert », un logiciel de surveillance d'Internet. Plus de 29 citoyens d'Internet ont été emprisonnés à la suite de la surveillance exercée par le gouvernement, ce qui classe le Vietnam parmi les pays qui emprisonnent le plus de blogueurs au monde<sup>23</sup>.

## LES RÉVISIONS APPORTÉES AU CODE PÉNAL EN 2015

Le 27 novembre 2015, l'Assemblée nationale du Vietnam a adopté une version révisée du code pénal qui comporte des modifications ciblant davantage les militants et les opposants au régime<sup>24</sup>. Ces modifications reflètent le point de vue du PCV, qui s'est publiquement engagé à sévir contre les dissidents<sup>25</sup>. L'article 117, qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2016, va encore plus loin que l'article 88 en prévoyant des dispositions qui imposent des peines plus sévères aux contrevenants. Ainsi, l'une de ces dispositions interdit aux citoyens de faire de la propagande et de « prendre des mesures en vue de commettre un tel crime ». Une telle infraction est punissable par la loi d'une peine d'emprisonnement variant entre un et cinq ans<sup>26</sup>. Cette disposition pose problème parce qu'elle prête à une grande liberté d'interprétation permettant de punir des dissidents n'ayant encore commis aucun crime.

« PLUS LES PAYS PARLERONT À L'UNISSON,  
PLUS LE VIETNAM SE SENTIRA OBLIGÉ DE  
CHANGER. »



- Vu Minh Khanh, militante pour les droits de la personne

## LE BARRAGE VERT

Le Barrage vert est l'équivalent vietnamien de la grande muraille électronique de Chine. Il s'agit d'un système de filtrage électronique d'État créé pour surveiller et limiter l'usage d'Internet par les civils afin que ceux-ci ne s'opposent pas au gouvernement<sup>27</sup>. Des modifications ont été apportées aux articles 25 et 117 du code pénal afin que les personnes qui expriment en ligne leur opinion contre le gouvernement soient punies. Parmi les mesures mises en place, mentionnons l'obligation, pour les nouveaux sites de médias sociaux, de s'enregistrer et d'obtenir un permis ainsi que la responsabilité des intermédiaires à l'égard du contenu de tiers<sup>28</sup>. Le gouvernement a récemment obligé les services Internet de détail à installer des applications serveur douteuses afin de faciliter la surveillance de l'information produite, stockée et diffusée<sup>29</sup>.

## VU MINH KHANH



M<sup>me</sup> Vu Minh Khanh, l'épouse de l'avocat spécialiste des droits de la personne Nguyen Van Dai, réclame la remise en liberté de son mari depuis sa deuxième arrestation en décembre 2015 conformément à l'article 88 du code pénal du Vietnam. Elle n'a pas réussi à communiquer avec son mari depuis son incarcération. Après la première arrestation de ce dernier, en 2007, M<sup>me</sup> Vu Minh Khanh a présenté plus de 100 pétitions et plaintes à

divers organes de presse et autorités gouvernementales, notamment au premier ministre et aux dirigeants de l'Assemblée nationale, mais en vain<sup>30</sup>. Au début de 2016, elle s'est rendue à l'étranger pour sensibiliser les gens à la cause de son mari; elle a témoigné devant le Parlement européen, le Parlement australien, la Chambre des représentants des États-Unis et le Sénat du Canada<sup>31</sup>.

## ÉTUDES DE CAS



### NGUYEN VAN DAI



- Profession:** Avocat spécialiste des droits de la personne, fondateur du Centre des droits de la personne du Vietnam et de la Fraternité pour la démocratie
- Condamné en vertu de:** L'article 88 du code pénal :  
« Diffusion de propagande contre l'État »
- Date de condamnation:** 16 décembre 2015
- Date de libération prévue:** sans objet
- Peine:** Emprisonnement (environ 20 ans, en attente de procès)

M. Nguyen Van Dai est un avocat militant en faveur des droits de la personne. Il a fondé le Centre des droits de la personne du Vietnam en 2006 et la Fraternité pour la démocratie en 2013. Arrêté pour la première fois en 2007, il a été déclaré coupable aux termes de l'article 88 du code pénal pour « diffusion de propagande contre l'État »<sup>36</sup>. Il a été condamné à cinq ans d'emprisonnement et à quatre ans de détention à domicile, mais a été remis en liberté en 2011. Pendant sa détention, son cabinet a été fermé et son permis d'exercice du droit a été révoqué<sup>37</sup>. M. Nguyen Van Dai a été arrêté de nouveau en vertu de l'article 88 le 16 décembre 2015 alors qu'il revenait d'un atelier sur les droits de la personne dans la province de Nghe Anh<sup>38</sup>. Il attend actuellement son procès. Il risque une peine d'emprisonnement de 3 à 20 ans. Sa famille et ses amis sont sans nouvelles de lui depuis sa détention<sup>39</sup>.



### TRAN HUYNH DUY THUC



- Profession:** Entrepreneur, ingénieur, militant
- Condamné en vertu de:** L'article 79 du code pénal :  
« Activités subversives contre le pouvoir populaire »
- Date de condamnation:** 2010
- Date de libération prévue:** 2016
- Peine:** Emprisonnement (16 ans) suivi d'une période de probation de cinq ans

M. Tran Huynh Duy Thuc est un entrepreneur prospère et un blogueur connu qui a fondé une importante entreprise de services Internet au Vietnam. Il a souvent affiché des documents sur les conditions sociales, politiques et économiques difficiles au Vietnam. En mai 2009, il a été arrêté et accusé de vol de câbles téléphoniques et condamné par la suite en vertu de l'article 79 du code pénal pour avoir supposément tenté de renverser le gouvernement<sup>32</sup>. Il s'en est suivi la faillite de son entreprise informatique. En mai 2016, M. Tran a entrepris une grève de la faim pour attirer l'attention sur une catastrophe écologique qui a détruit les réserves de poisson du Vietnam en avril 2016 et exiger un référendum sur les institutions politiques démocratiques. Il a mis fin à cette grève après 15 jours<sup>33</sup>. La cause de M. Tran a été adoptée par le Groupe de travail sur les détentions arbitraires des Nations Unies en 2012<sup>34, 35</sup>.



DE FAIT, L'ARTICLE 88 EXPOSE À DES SANCTIONS CRIMINELLES TOUT CITOYEN VIETNAMIEN QUI EXERCE LE DROIT FONDAMENTAL D'EXPRIMER UNE **OPINION**, DE **DISCUTER** OU DE **CONTESTER** LE GOUVERNEMENT ET SES POLITIQUES.



*-ZEID RA'AD AL HUSSEIN,  
HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS  
UNIES AUX DROITS DE L'HOMME*

## LA LIBERTÉ DE RÉUNION

La Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies définit la liberté de réunion comme « le droit ou la capacité des personnes de se réunir dans des lieux publics pour exprimer, promouvoir, approfondir et défendre collectivement leurs idées [...] »<sup>40</sup>.

L'article 25 de la Constitution du Vietnam garantit la liberté de réunion en affirmant que les citoyens jouissent du « droit à la liberté d'opinion et d'expression, de presse, de réunion, d'association, de manifestation et d'accès à l'information. L'exercice de ces droits est assuré par la loi »<sup>41</sup>.

Des lois et des politiques sévères conjuguées à la domination politique du PCV empêchent les citoyens du Vietnam d'exercer le droit de se réunir prévu par la Constitution et le droit international. Le gouvernement a interdit tous les partis politiques indépendants, les syndicats et les organismes de défense des droits de la personne. Pour tenir une assemblée publique, il faut demander un permis, que les autorités peuvent refuser sans explication.



*Les poissons morts depuis longtemps sont exposés sur un lac en Asie*

<http://www.activistpost.com/2016/05/all-of-a-sudden-fish-are-dying-by-the-millions-all-over-the-planet.html>

Seules les personnes qui organisent des assemblées publiques pour discuter de questions sensibles semblent avoir besoin de permis, car les réunions, les marches et les manifestations jugées politiquement ou autrement inacceptables sont souvent interdites. On sait que les autorités vietnamiennes empêchent systématiquement les réunions. Ainsi, le 26 janvier 2016, le blogueur Huynh Cong Thuan et le militant Nguyen Bac Truyen ont signalé que la police de Ho Chi Minh-Ville les avait empêchés d'assister à une réunion de la société civile pour discuter du recours à la peine de mort au pays. Ils ont tous deux indiqué que la police locale avait encerclé leur maison et les avait empêchés de se déplacer.

## CE QUI SE PASSE MAINTENANT

Les données présentées plus haut dans le présent chapitre montrent que les citoyens ne peuvent pas jouir pleinement du droit de se réunir prévu par la Constitution et le droit international. La violation de ce droit est clairement apparue dans les événements entourant la mort d'un grand nombre de poissons en 2016.

## #ICHOOSFISH

En avril 2016, la police du Vietnam a mis un frein à une série de protestations pacifiques suscitées par une catastrophe écologique qui a porté atteinte aux pêches du pays. Les habitants et les pêcheurs d'un certain nombre de provinces du centre ont signalé la présence de nombreux poissons morts sur de longues étendues des côtes. Des tonnes de poissons et d'autres animaux marins morts ont été rejetés sur les plages et de nombreuses parties, y compris les médias d'État, ont accusé l'aciérie de la société Formosa d'avoir causé la catastrophe en déversant des déchets toxiques dans l'océan<sup>42</sup>.



*Des démonstrateurs vietnamiens pour le « poisson » défilent une bannière qui lit : « Les poissons ont besoins de l'eau, les citoyens, eux, ont besoins de la transparence »*

<http://www.saigontin.us/bai-viet/cong-san-tiep-tuc-choi-bo-bao-cao-nhan-quyen-cua-lien-hiep-quoc/>

La situation a causé une vive controverse, car les provinces du centre sont largement tributaires de l'industrie des produits de la mer. Quand le scandale a éclaté, un responsable des communications de la société Formosa a été vertement critiqué pour avoir déclaré que le Vietnam devait choisir entre la pêche au poisson et à la crevette et la

construction d'une aciérie ultramoderne. Cette déclaration a provoqué une forte réaction en ligne, le mot-clic #toichonca (#ichoosefish) devenant un slogan dans les médias sociaux.

Les citoyens se sont réunis pour exprimer leurs préoccupations au sujet de cette question et manifester pacifiquement contre la société Formosa et l'inaction du gouvernement vietnamien. Les autorités ont alors réagi par une répression sévère qui s'est concrétisée par l'arrestation de nombreux manifestants. L'accès aux plateformes de médias sociaux, notamment Facebook et Instagram, a été bloqué pendant la durée des manifestations et de nombreuses personnes ont blâmé les autorités.

Les autorités ont également mené une campagne de propagande pour discréditer les manifestants, affirmant qu'ils étaient exploités par des « forces réactionnaires » déterminées à renverser le gouvernement.

En juin 2016, la société Formosa a officiellement reconnu que c'est son aciérie qui avait causé la mort de nombreux poissons et offert 500 millions de dollars en dommages et intérêts, ce qui a provoqué d'autres manifestations et entraîné une autre répression de la part du gouvernement vietnamien<sup>45</sup>.



*Des cybercitoyens ont prit les médias sociaux pour exprimer leurs mécontentements avec le gouvernement vietnamien et la crise de poisson au Vietnam.*

Twitter; <http://twitter.com/search?q=%23toichonca%20OR%20%23ichoosefish%20since%3A2016-04-01%20until%3A2016-05-31&src=typd>

## ÉTUDES DE CAS



### DOAN HUY CHUONG



- Profession:** Membre fondateur de l'Organisation des agriculteurs et des travailleurs unis
- Condamné en vertu de:** L'article 89.1 du code pénal :  
« Opposition à l'administration du peuple par l'incitation de nombreuses personnes à participer à des rassemblements perturbant la sécurité »
- Date de condamnation:** 27 octobre 2010  
**Date de libération prévue:** 2017  
**Peine:** Emprisonnement (sept ans)

Doan Huy Chuong est un militant syndical indépendant œuvrant au sein de l'Organisation des agriculteurs et des travailleurs unis. Il a été condamné en vertu de l'article 89 du code pénal pour avoir organisé une grève à l'usine My Phong en raison du salaire injuste et des mauvaises conditions de travail des employés<sup>47</sup>. M. Doan a été condamné à l'issue d'un procès à huis clos au cours duquel de nombreuses normes en matière de procès équitable ont été transgressées. Ainsi, il s'est vu refuser les services d'un avocat et n'a pas pu se défendre lui-même pendant l'instance<sup>48</sup>. Le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a jugé son arrestation et sa détention injustifiées et en contravention du droit international relatif à la liberté de réunion et d'expression<sup>49</sup>. On a rapporté que M. Doan a été soumis à un isolement cellulaire prolongé, à des conditions de sommeil lamentables et aux travaux forcés. Pendant sa détention, il a été battu à maintes reprises, ce qui lui a causé de graves problèmes de santé.



### BUI THI MINH HANG



- Profession:** Blogueuse et militante
- Condamné en vertu de:** L'alinéa 245.2 c) :  
« Troubles à l'ordre public par une "grave obstruction de la circulation" »
- Date de condamnation:** 26 août 2014  
**Date de libération prévue:** 2016-2017  
**Peine:** Emprisonnement (trois ans)

Bui Thi Minh Hang défend la liberté religieuse et les droits fonciers et milite dans les conflits territoriaux opposant la Chine et le Vietnam. Elle et deux co-accusés, M. Nguyen Van Minh et M<sup>me</sup> Nguyen Thi Thuy Quynh, ainsi que 20 autres militants ont été appréhendés le 11 février 2014 après avoir rendu visite à l'ex prisonnier d'opinion Nguyen Bac Truyen. Le 26 août 2014, M<sup>me</sup> Hang a été reconnue coupable d'avoir violé l'article 245 en « troublant l'ordre public » et condamnée à trois ans d'emprisonnement. Au printemps 2015, elle a entrepris une grève de la faim pour protester contre les conditions de détention inhumaines qui lui étaient imposées. Elle avait déjà été arrêtée en novembre 2011 en vertu de l'article 245 après avoir participé à une manifestation à Hanoi<sup>50</sup>.



NOUS APPELONS LES AUTORITÉS VIETNAMIENNES À INSTAURER DES CADRES **JURIDIQUES** ET **INSTITUTIONNELS** DE PROTECTION CONTRE LES DOMMAGES ÉCOLOGIQUES QUI NUISENT À L'EXERCICE DES DROITS DE LA PERSONNE...



*-ZEID RA'AD AL HUSSEIN,  
HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS  
UNIES AUX DROITS DE L'HOMME*

## LA LIBERTÉ DE RELIGION

La Déclaration universelle des droits de l'homme définit la liberté de religion comme le « droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion [...] ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites<sup>51</sup> ».

Les violations des droits de la personne se sont multipliées au Vietnam au cours de la dernière année. Les autorités du PCV imposent des exigences administratives excessives à des groupes religieux et confessionnels ciblés et les obligent à s'inscrire conformément à des lignes directrices ambiguës, à déclarer toutes leurs activités religieuses, à obtenir l'autorisation de l'État et à se soumettre à un conseil d'administration contrôlé par l'État.

La liberté de religion devrait être garantie par l'article 24 de la Constitution du Vietnam, qui prévoit ce qui suit :

1. Les citoyens jouissent de la liberté de conviction et de religion et ont le droit d'adhérer ou de ne pas adhérer à une religion. Les religions sont égales devant la loi.

2. L'État respecte et protège le droit à la liberté de conviction et de religion.

3. Nul ne peut porter atteinte aux libertés de conviction et de religion ni se prévaloir des convictions et des religions pour enfreindre les lois<sup>52</sup>.

## LA RÉGLEMENTATION DES ACTIVITÉS RELIGIEUSES PAR LE GOUVERNEMENT

La position officielle du gouvernement du Vietnam sur la liberté de religion ne concorde pas avec ses politiques relatives à la foi et sa façon de traiter les groupes religieux. Le gouvernement supervise et contrôle rigoureusement les activités religieuses et son intervention dans la vie de foi des citoyens va jusqu'à la direction des

assemblées de fidèles, entre autres. Sa position sur la religion est extrêmement restrictive et empêche les citoyens de jouir des libertés religieuses.

Le PCV a énoncé dans l'arrêté 21 et le décret 92 de nombreuses règles sévères qui sont avantageuses pour lui, mais préjudiciables aux minorités religieuses. L'arrêté 21 expose la politique gouvernementale réglementant les activités religieuses, et le décret administratif 92 donne au gouvernement toute la latitude voulue pour appliquer l'arrêté 21 à sa discrétion<sup>53</sup>. Ces deux textes posent problème parce que leur libellé est ambigu, ce qui ouvre la porte aux abus.



*Un policier vietnamien vêtu en habit civil frappe un civil chrétien.*  
[http://www.tdngonluan.com/tailieu/tl\\_csvnbatgiumsquang.htm](http://www.tdngonluan.com/tailieu/tl_csvnbatgiumsquang.htm)



LE GOUVERNEMENT VIETNAMIEN A L'OBLIGATION DE  
**RESPECTER LE DROIT** DES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES  
DE S'ORGANISER INDÉPENDAMMENT ET D'APPOINTER  
LEURS PROPRES DIRIGEANTS.



*-M. Heiner Bielefeldt,  
Rapporteur spécial sur la liberté religieuse*

## CE QUI SE PASSE MAINTENANT

**T** Les règles sévères imposées par le gouvernement aux activités et aux groupes religieux, notamment les exigences en matière d'inscription, sont souvent interprétées à la convenance des autorités et appliquées de façon injuste. Les autorités vietnamiennes persécutent, harcèlent et incriminent systématiquement les chefs religieux ainsi que les défenseurs des droits de la personne et des droits des femmes de même que les membres de leur famille. Elles se comportent le plus souvent ainsi envers les membres de groupes religieux non reconnus, comme les Montagnards des hauts plateaux du centre, sur lesquels s'acharnent les dirigeants locaux.



*Des chrétiens vietnamiens protestant la persécution du gouvernement.*  
<https://johnib.wordpress.com/tag/pakistani-christians/>

## RÉPRESSION DES GROUPES RELIGIEUX NON INSCRITS PAR LE GOUVERNEMENT

Le gouvernement du Vietnam surveille étroitement les activités des groupes religieux, surtout ceux qui ne sont pas inscrits et sont considérés comme une menace à la sécurité nationale<sup>54</sup>.

Certains groupes, comme les Montagnards, Cao Dai et Hoa Hao, inquiètent particulièrement le gouvernement parce que leurs pratiques religieuses comportent un élément politique faisant la promotion de la démocratie et des droits de la personne<sup>55</sup>. Ces groupes font l'objet d'un harcèlement fréquent et de répressions brutales de la part des autorités, qui peuvent disperser les participants aux réunions, s'en prendre aux adeptes et vandaliser leurs biens, par exemple<sup>56</sup>.

## LE PROJET DE LOI SUR LA RELIGION ET LA CONVICTION

Le projet de loi de l'Assemblée nationale du Vietnam sur la religion et la conviction propose une réglementation plus stricte de la religion par le gouvernement. Les autorités vietnamiennes ont assuré à la Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale que cette mesure législative aurait des répercussions positives sur les groupes religieux du pays<sup>57</sup>. Plusieurs organismes de défense des droits de la personne, notamment Amnistie internationale et Freedom House, se sont néanmoins dits préoccupés par la formulation ambiguë de la mesure législative et le degré d'ingérence gouvernementale envisagé<sup>58</sup>.

### L'ABBÉ LY



L'une des figures religieuses les plus en vue du Vietnam est l'abbé Nguyen Van Ly, un prêtre de l'Église catholique romaine qui a été arrêté et accusé plusieurs fois par le gouvernement pour avoir ouvertement plaidé en faveur de la démocratie et de la liberté de religion au pays<sup>59</sup>. En prison, il a été soumis à de multiples formes de torture et de mauvais traitements : travaux forcés, passage à tabac par des gangs et isolement

cellulaire, entre autres<sup>60</sup>. Il a été remis en liberté le 20 mai 2016, avant la visite du président Obama au Vietnam, comme preuve de la magnanimité du PCV<sup>61</sup>. Voilà un exemple de la façon dont le PCV se sert des prisonniers d'opinion comme monnaie d'échange pour avoir plus de poids dans les négociations bilatérales.

## ÉTUDES DE CAS



### NGUYEN VAN LIA



<b>Profession:</b>	Enseignant du Hoa Hao
<b>Condamné en vertu de:</b>	L'article 257 et l'article 258 : « résistance à une arrestation », « diffusion de propagande contre l'État » et « abus des libertés démocratiques en vue de porter atteinte aux intérêts de l'État »
<b>Date de condamnation:</b>	2003 et 2011
<b>Date de libération:</b>	2017
<b>Peine:</b>	Emprisonnement (5 ans; réduction de la peine à 4 ans et demi en raison de l'âge avancé du détenu)

Nguyen Van Lia a été arrêté pour la première fois en 2003 pour avoir assisté à une cérémonie commémorant la disparition du fondateur du Hoa Hao. Il a alors été condamné à trois ans d'emprisonnement en vertu de l'article 257 pour avoir résisté à son arrestation. Il a été arrêté de nouveau en 2011 alors qu'il se rendait aux funérailles de Cai Nai-Mo Ba, l'un des plus ardents défenseurs du Hoa Hao. Au cours de sa détention, les autorités l'ont fouillé et ont découvert qu'il avait en sa possession des DVD antigouvernementaux; il a alors été condamné à quatre ans et demi d'emprisonnement<sup>66</sup>. En prison, il s'est fait refuser l'accès aux traitements médicaux pour ses problèmes de tension artérielle. Il est devenu presque complètement sourd en raison des coups qu'il a régulièrement reçus en détention<sup>67</sup>.



### NGUYEN CONG CHINH



<b>Profession:</b>	Pasteur
<b>Condamné en vertu de:</b>	L'article 87 : « Sabotage de la politique d'unité »
<b>Date de condamnation:</b>	Le 28 avril 2011
<b>Date de libération prévue:</b>	2022
<b>Peine:</b>	Emprisonnement (11 ans)

Le pasteur Nguyen Cong Chinh a fondé en 2006 la confrérie évangélique du Vietnam, qui s'occupe d'œuvres de bienfaisance en milieu rural et soutient les prisonniers membres de groupes minoritaires et leurs familles.

En 2008, la police a soumis le pasteur Nguyen à un interrogatoire quotidien pendant 50 jours. Le 28 avril 2011, le pasteur a été arrêté chez lui, à Plei Ku, dans la province de Gia Lai, pour « sabotage de la politique d'unité », en vertu de l'article 87. Ses activités religieuses comme directeur de l'Église de l'Alliance luthérienne du Vietnam et des États-Unis ont été considérées comme « antigouvernementales » et « anticommunistes » par les autorités<sup>63</sup>.

Le pasteur a été accusé de semer la méfiance envers l'État dans le peuple et d'ébranler la sécurité locale. Il s'est vu refuser les services d'un avocat et n'a pas pu se défendre lui-même pendant l'instance. Quand il était en prison, les gardiens ont régulièrement ordonné aux autres détenus de le battre<sup>64</sup>.

Mme Tran Thi Hong, l'épouse du pasteur Nguyen Cong Chinh emprisonné, a été arrêtée pour la première fois le 14 avril 2016. Elle a été torturée et avertie de cesser de prendre part à des activités visant à promouvoir la liberté de religion. Depuis, elle est sans cesse arrêtée et harcelée par les autorités, qui tentent de la forcer à « coopérer avec le gouvernement<sup>65</sup> ».



...TOUTES LES ÉGLISES, INSCRITES OU NON, FONT ACTUELLEMENT L'OBJET D'UNE SURVEILLANCE ÉTROITE DE LA PART DE LA **VASTE BUREAUCRATIE VIETNAMIENNE D'ADMINISTRATION DES RELIGIONS**. LES CHRÉTIENS DU VIETNAM, QUI AFFIRMENT QUE LA DÉFENSE INTERNATIONALE DE LEURS INTÉRÊTS S'EST RÉVÉLÉE LE PLUS GRAND FACTEUR DE PROGRÈS, APPELLENT À LA CONTINUATION DE CETTE DÉFENSE.



*-REG REIMER,  
MISSIONNAIRE*

## ET MAINTENANT?

Des possibilités intéressantes s'offrent au Vietnam pour qu'il améliore considérablement son bilan au chapitre des droits de la personne. De son côté, la communauté internationale dispose de différents moyens pour forcer le Vietnam à respecter des normes plus élevées en cette matière. Pensons, par exemple, à l'examen périodique universel. Ce mécanisme du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies permet d'examiner le bilan des divers pays et de leur donner des suggestions pour qu'ils s'amendent. Récemment, l'Accord de Paris – établi au départ aux fins des initiatives de lutte contre les changements climatiques – a été modifié de manière à inclure les droits de la personne dans son préambule.

## L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL

L'examen périodique universel, ou EPU, est un mécanisme unique qui consiste à examiner la situation des droits de la personne de tous les pays membres de l'ONU<sup>68</sup>. Il donne aux pays l'occasion d'exposer les mesures qu'ils prennent pour améliorer la situation des droits de la personne chez eux et remplir leurs obligations à cet égard<sup>69</sup>.



*Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies en session pendant la Révision périodique universelle en 2015*

<https://76crimes.com/2015/04/02/group-calls-irans-unhcr-response-hypocritical-irresponsible/>

Le Vietnam a fait l'objet de deux examens périodiques universels devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Au cours du dernier, effectué en 2014, le pays a reçu 227 recommandations axées sur la création de conditions favorables à la liberté d'opinion, d'expression et d'association, la possibilité, pour la société civile et les organismes non gouvernementaux, d'effectuer leur travail librement et sans craindre les persécutions ainsi que la révision des lois sur la sécurité nationale utilisées pour supprimer les droits universels de la personne<sup>70</sup>. Il en a accepté 182<sup>71</sup>. Les 45 qu'il a rejetées portent sur plusieurs questions fondamentales, comme la remise en liberté sans condition des prisonniers politiques, la ratification de la Convention contre la torture et le passage d'un régime à parti unique à un régime multipartite<sup>72</sup>. La mise en œuvre des 182 recommandations acceptées sera examinée à la loupe au moment du troisième examen périodique universel, en janvier 2019<sup>73</sup>.

Malgré les obligations internationales du pays, les personnes qui exercent leurs droits civils et politiques pour défendre les droits de la personne et critiquer le pouvoir sont souvent harcelées, intimidées, persécutées et emprisonnées<sup>74</sup>.



**COMPARÉ À TOUT AUTRE TEMPS DANS LE PASSÉ, NOTRE POTENTIEL D'ACCOMPLIR UN MONDE DE DIGNITÉ, DE JUSTICE A LA POSSIBILITÉ DE DEMEURER BIEN LOIN SI NOUS ÉCHOUONS DE TROUVER DES MANIÈRES INNOVANTES POUR PROVENIR AUX DROITS DE LA PERSONNE DE CEUX QUI SONT AFFECTÉS PAR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.**



*- Nahida Sobhan, délégation au Bangladesh*

## L'ACCORD DE PARIS

**A**u début de juillet 2016, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté une résolution sur les droits de l'homme et les changements climatiques qui a fait ressortir les liens entre les négociations des Nations Unies sur le climat et la protection des droits de l'homme. Ce nouvel élément du débat sur les changements climatiques a été ajouté au préambule de l'Accord de Paris en 2015 afin que la promotion et la protection des droits de la personne soient incluses dans la mise en place d'une politique climatique<sup>75</sup>. Ce nouvel accord fournit l'occasion de respecter les normes les plus élevées en matière de droits de la personne, car il s'agit d'un cadre multilatéral où les droits de la personne sont prioritaires.

« **APRÈS L'INCLUSION DES DROITS DE L'HOMME DANS LE PRÉAMBULE DE L'ACCORD DE PARIS, IL EST IMPOSSIBLE DE PRÉTENDRE QUE LES DROITS DE L'HOMME NE PEUVENT PAS FAIRE PARTIE DU DÉBAT SUR LES QUESTIONS CLIMATIQUES.** »

- Ben Schachter, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

## LES LEVIERS ÉCONOMIQUES

**L**es organismes internationaux accomplissent un travail considérable, certes, mais les États peuvent également influencer la situation des droits de la personne ailleurs en recourant aux leviers économiques, qui constituent un incitatif financier pour amener les pays à s'améliorer. Les citoyens peuvent, eux aussi, avoir une influence en cette matière dans leur pays et exprimer leurs préoccupations par leur engagement dans la société civile.

Les pays peuvent se servir de leviers économiques pour influencer la situation des droits de la personne à l'échelle internationale. Le Canada a eu recours à cette méthode par le passé en imposant des sanctions à des États ou à des particuliers en guise de condamnation

des violations des droits de la personne dans le but de susciter éventuellement un changement de comportement ou de politique. Ces sanctions peuvent être imposées aux pays délinquants jusqu'à ce que l'amélioration de la situation des droits de la personne y soit constatée.

L'éventail des sanctions possibles est vaste, et l'interdiction du commerce, des transactions financières ou d'autres activités économiques en est un exemple. Le Canada peut également imposer un certain nombre de sanctions en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, dont la liste des pays visés constitue un élément important. Cette liste contient les noms de tous les pays vers lesquels l'exportation de marchandises exige l'obtention d'un permis<sup>76</sup>.



*Le Président américain Barak Obama rencontre le récemment assermenté Premier ministre du Vietnam Nguyen Xuan Phuc pendant une visite présidentielle au Vietnam en mai 2016.*

[http://a.abcnews.com/images/International/Gty\\_obama\\_vietnam\\_er\\_160524\\_16x9\\_992.jpg](http://a.abcnews.com/images/International/Gty_obama_vietnam_er_160524_16x9_992.jpg)

Cet aspect de la loi peut servir à améliorer la situation des droits de la personne à l'étranger. Le gouverneur en conseil peut ajouter un nom à la liste des pays visés pour empêcher l'exportation de marchandises et de technologies si le pays en question ne respecte pas les droits de la personne de ses citoyens. Ainsi, en 2006, le Canada a imposé des sanctions au Bélarus en raison de son bilan médiocre au chapitre des droits de la personne<sup>77</sup>.

## LA SOCIÉTÉ CIVILE

**O**n entend par société civile les « organisations non gouvernementales et à but non lucratif qui ont une présence dans la vie publique, qui expriment les intérêts et les valeurs de leurs membres ou d'autres individus, fondées sur des principes éthiques, culturels, politiques, scientifiques, religieux ou philanthropiques. La notion d'organisation de la société civile couvre par conséquent de nombreux types d'organisations : groupes communautaires, ONG, syndicats, groupes indigènes, associations caritatives, organisations religieuses, associations professionnelles et fondations<sup>78</sup> ».



**LA DÉTERMINATION ET L'INTÉGRITÉ DES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE QUI TRAVAILLENT DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME NE DONNENT – ET PEUT-ÊTRE À VOUS AUSSI – UN SENTIMENT D'HUMILITÉ ET DE DETTE ÉNORME ET INEXTINGUIBLE, AINSI QUE LA VOLONTÉ DE CONTINUER À ŒUVRER EN FAVEUR DE LA DIGNITÉ ET DES DROITS ÉGAUX ET INALIÉNABLES DE TOUS LES ÊTRES HUMAINS.**



*- Zeid Ra'ad Al-Hussein, haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*

## LA SOCIÉTÉ CIVILE ET SA RELATION AVEC LES DROITS DE LA PERSONNE AU VIETNAM

À l'heure actuelle, il existe au Vietnam une communauté petite, mais active d'organismes non gouvernementaux qui travaillent à promouvoir la protection de l'environnement, les droits fonciers, le développement des femmes et la santé publique. Toutefois, les organismes de défense des droits de la personne et les autres groupes privés dont le programme est axé sur les droits sont interdits par la loi<sup>79</sup>. La société civile du Vietnam peut croître, car elle n'a pas, pour le moment, la force voulue pour défendre librement les dossiers qui l'intéressent. L'État doit assouplir le contrôle qu'il exerce sur elle afin que les citoyens puissent exprimer leurs préoccupations de manière à se faire entendre.

Au Vietnam, l'édification d'une société civile forte est essentielle pour que les valeurs de la démocratie et des droits de la personne puissent s'y implanter. La société civile vietnamienne joue un rôle fondamental dans la défense des droits de la personne parce qu'elle peut faire pression sur le gouvernement pour qu'il améliore la situation à cet égard. Les pressions exercées sur le gouvernement par des parties nationales indiquent que les droits de la personne préoccupent autant la population du pays que les étrangers.



*Les leaders mondiaux Christiania Figueres, Ban Ki Moon, Lauren Fabius et Francois Hollande célèbrent la signature de l'Accord de Paris.*

<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=53749#V5gSjI-cGUc>



TROP SOUVENT ENCORE, LES ACTIVISTES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, BLOGUEURS, JOURNALISTES INDÉPENDANTS ET AUTRES CRITIQUES DU GOUVERNEMENT SONT EXPOSÉS AU HARCÈLEMENT, AUX MENACES, VOIRE À LA VIOLENCE, POUR LE SIMPLE EXERCICE DE **CE QUI DEVRAIT** CONSTITUER LEURS DROITS DE L'HOMME RECONNUS À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE.



*-TOM MALINOWSKI,  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT DES ÉTATS-UNIS*

## CONCLUSION

Le présent rapport avait pour but de faire état des derniers événements importants liés à la situation désastreuse des droits de la personne au Vietnam tout en expliquant de façon générale en quoi consistent les droits universels de la personne et ce qui fait qu'ils ne sont pas garantis.

Le document commence par un examen de la structure politique et du système judiciaire du Vietnam qui fait ressortir l'absence d'indépendance judiciaire dans ce pays. La conception de la « primauté du droit » adoptée par les autorités permet au PCV de manipuler le système judiciaire pour arriver à ses fins. Le code pénal extrêmement ambigu permet au Parti de persécuter sans problème les personnes qu'il considère comme une menace à sa suprématie politique. Le système correctionnel est utilisé de la même manière, car les prisonniers placés en garde à vue ou incarcérés sont souvent soumis à des conditions très mauvaises.

L'examen de la liberté d'expression souligne l'emprise considérable que le PCV exerce sur les médias, ce qui lui permet de contrôler strictement la circulation de l'information. La censure permanente des médias et la suppression de la critique au moyen de mesures comme le Barrage vert et un code pénal sévère témoignent des efforts constants du Parti pour faire taire toute opposition. Cette tendance se maintiendra tant que les blogueurs, entre autres, seront punis pour dire ce qu'ils pensent.

Le rapport analyse ensuite la liberté de réunion. Le PCV restreint régulièrement cette liberté en obligeant les gens à demander une autorisation pour tenir des assemblées publiques et en mettant fin aux réunions qu'il juge inacceptables. L'exemple le plus flagrant de ce genre de répression ces dernières années est celui de la police qui a arrêté et battu des manifestants exprimant pacifiquement leurs préoccupations à l'égard de la catastrophe écologique qui avait entraîné la mort de nombreux poissons.

La dernière liberté examinée dans le rapport est la liberté de religion. Le PCV réglemente rigoureusement ce domaine et s'immisce dans la vie religieuse des citoyens, les obligeant à





inscrire leur groupe et leurs activités auprès du gouvernement pour pouvoir pratiquer leur foi. Certains groupes, surtout ceux qui ont des tendances politiques, se font souvent interdire par les autorités. Ils font aussi souvent l'objet de mesures discriminatoires qui vont du vandalisme à la violence. Le projet de loi de l'Assemblée nationale sur la religion et la conviction propose des mesures encore plus sévères pour régir les activités religieuses, ce qui ne laisse présager rien de bon pour l'avenir de la liberté religieuse au Vietnam.

Après avoir exposé la situation des libertés, le rapport traite des mesures qui ont été ou pourraient être prises pour améliorer les choses à ce chapitre au Vietnam. Une attention particulière est accordée à l'examen périodique universel des Nations Unies et à la Résolution de Paris sur les changements climatiques afin de mettre en lumière le rôle que les organismes internationaux peuvent jouer pour permettre un progrès. Il est également question du rôle que les intervenants étrangers et nationaux jouent en exerçant des pressions sur le gouvernement. Les intervenants étrangers peuvent recourir à des leviers économiques pour inciter le pays à apporter des changements. Si la société civile vietnamienne était renforcée, les intervenants nationaux seraient davantage en mesure de faire connaître leurs préoccupations au gouvernement.

Il y a manifestement encore beaucoup de travail à faire pour améliorer la situation des droits de la personne au Vietnam. Il est irréaliste de penser que les choses changeront du jour au lendemain, car il n'existe pas de solution simple au problème. On pourrait commencer par faire pression sur le Vietnam pour qu'il réforme son régime politique de manière à permettre la tenue d'élections démocratiques libres et justes et son système judiciaire de façon à assurer l'indépendance des tribunaux. Il importe également au plus haut point que les autres pays maintiennent les droits de la personne à l'avant-plan des négociations bilatérales avec le Vietnam afin que les libertés fondamentales des citoyens vietnamiens ne soient pas sacrifiées aux gains économiques. De manière générale, les institutions actuelles du Vietnam empêchent le pays de changer les choses et d'améliorer son bilan au chapitre des droits de la personne.

Les droits de la personne devraient être importants indépendamment des attentes internationales, des incitatifs économiques et des pressions politiques encourageant le changement. Ce sont des droits fondamentaux dont tout le monde devrait jouir, y compris les citoyens du Vietnam.

- <sup>1</sup> Vietnam Human Rights Network, *Report on Human Rights in Vietnam 2015* (Westminster, CA: The Vietnam Human Rights Network), 3.
- <sup>2</sup> Brian Quinn, *Legal Reform and its Context in Vietnam* (Newton, MA: Columbia Journal of Asian Law, 2002), 221.
- <sup>3</sup> Ibid.
- <sup>4</sup> *Vietnam Political Hierarchy*, 2013, <http://www.hierarchystructure.com/vietnam-political-hierarchy/>.
- <sup>5</sup> Ibid.
- <sup>6</sup> Ibid.
- <sup>7</sup> "Vietnamese Legal System," *ASEAN Law Association*, 2015, [http://www.aseanlawassociation.org/papers/viet\\_chp2.pdf](http://www.aseanlawassociation.org/papers/viet_chp2.pdf).
- <sup>8</sup> Charles Lugosi. "Rule of Law or Rule by Law: Detention of Yaser Hamdi." *American Journal of Criminal Law*, no. 30 (2003): 225-278.
- <sup>9</sup> Asean Law Association, (n.d). The Vietnamese Judicial System. [http://www.aseanlawassociation.org/papers/viet\\_chp2.pdf](http://www.aseanlawassociation.org/papers/viet_chp2.pdf).
- <sup>10</sup> "Freedom of Press-Vietnam," *FreedomHouse.org*, accessed July 14, 2016, <https://freedomhouse.org/print/47211>.
- <sup>11</sup> Institute for Criminal Policy Research, *World Prison Brief Vietnam*. London, UK: U.S. Dept. of Commerce, National Oceanic and Atmospheric Administration.
- <sup>12</sup> Coughlan, John. "Ending Torture of Prisoners of Conscience in Vietnam." *Amnesty International*. July 12, 2016. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/07/ending-torture-in-vietnam>.
- <sup>13</sup> <http://www.channelnewsasia.com/news/asiapacific/vietnam-to-free-18-200/2082274.html>.

<sup>14</sup> "Vietnam to free 18,200 prisoners to mark National Day" *Channel News Asia*, August 28, 2015. Mediacorp News Group.

<sup>15</sup> Ibid.

<sup>16</sup> "Inside Viet Nam's secretive and torturous world of 'prisons within prisons'" *Amnesty International*. July 12, 2016. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/07/the-secretive-world-of-viet-nam-torturous-prisons/>.

<sup>17</sup> Boudreau, John and Blake, Chris. "Vietnam Police Regularly Abuse Detainees: Rights Group." *Bloomberg*. September 16, 2014. <http://www.bloomberg.com/news/articles/2014-09-16/vietnam-police-use-torture-to-extract-confessions-hrw-says>.

<sup>18</sup> "World Report 2015: Vietnam." *Human Rights Watch* (2014). <https://www.hrw.org/world-report/2015/country-chapters/vietnam#a31581>.

<sup>19</sup> "Inside Viet Nam's secretive and torturous world of 'prisons within prisons'" *Amnesty International*. July 12, 2016. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/07/the-secretive-world-of-viet-nam-torturous-prisons/>.

<sup>20</sup> <https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2016/05/detained-for-defending-human-rights-in-viet-nam/>.

<sup>21</sup> United Nations, *The Universal Declaration of Human Rights*. Article 19. December 10, 1948.

<sup>22</sup> "Bloggers Under Fire." *Reporters Without Borders*. 2016. March 24, 2016, <https://rsf.org/en/vietnam>.

<sup>23</sup> Freedom House. *Vietnam*. June 19, 2016. <https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2015/vietnam>.

<sup>24</sup> "Vietnam." *Freedom House*. 2015. <https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2015/vietnam>.

<sup>25</sup> “Widespread ‘National Security’ Arrests”, *Human Rights Watch*, November 19, 2015. <https://www.hrw.org/news/2015/11/19/vietnam-widespread-national-security-arrests>.

<sup>26</sup> Ibid.

<sup>27</sup> “Vietnam’s Proposed Revisions to National Security Laws”, *Human Rights Watch*, November 2015. <https://www.hrw.org/news/2015/11/19/vietnams-proposed-revisions-national-security-laws>.

<sup>28</sup> Fayette, Alex. Vietnam’s New Green Dam. Open Initiative. June 8, 2010. <https://opennet.net/blog/2010/06/vietnams-new-green-dam>.

<sup>29</sup> Ibid.

<sup>30</sup> Ibid.

<sup>31</sup> Amnesty International. Detained for defending human rights in Vietnam. May 19, 2016. <https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2016/05/detained-for-defending-human-rights-in-vietnam>.

<sup>32</sup> Radio Free Asia. Dai is a Symbol for Generations Who Fight For Human Rights. April 18, 2016. <http://www.rfa.org/english/news/vietnam/interview-dai-is-a-symbol-04182016170022.html>.

<sup>33</sup> Nguyen, Huong. Tran Huynh Duy Thuc. The 88 Project. June 19, 2016. <http://the88project.com/2014/09/08/profile-of-tran-duy-t>.

<sup>34</sup> “Ông Duy Thức ‘sẽ dừng tuyệt thực’?”, BBC Vietnamese, June 1, 2016. [http://www.bbc.com/vietnamese/vietnam/2016/06/160602\\_tranhuynh\\_duythuc\\_stop\\_striking](http://www.bbc.com/vietnamese/vietnam/2016/06/160602_tranhuynh_duythuc_stop_striking).

<sup>35</sup> Chacko, Leila. Father Demands Justice for Son Spending his 5th Consecutive Birthday in Prison. Amnesty International. December 5, 2014. <http://blog.amnestyusa.org/asia/father-demands-justice-for-son-spending-his-5th-consecutive-birthday-in-prison/>.

<sup>36</sup> Ibid.

<sup>37</sup> Worldwide Movement For Human Rights. Arrest and Arbitrary detention of Mr. Nguyen Van Dai, a Human Rights Lawyer and well Known Defender of Religious Freedom. December 18, 2015. <https://www.fidh.org/en/issues/human-rights-defenders/arrest-and-arbitrary-detention-of-mr-nguyen-van-dai-a-human-rights>.

<sup>38</sup> United States. Committee of Foreign Affairs: U.S House of Representatives. Testimony of Ms. Vu Minh Khanh. May 10 2016. <http://docs.house.gov/meetings/FA/FA16/20160510/104899/HHRG-114-FA16-Wstate-KhanhV-20160510.pdf>.

<sup>39</sup> Lawyers for Lawyers. Nguyen Van Dai. June 16, 2016. <http://www.advocatenvooradvocaten.nl/lawyers/nguyen-van-dai/>.

<sup>40</sup> Nguyen, Trung. Vietnamese Activists Inspired by Myanmar Vote. Voice of America. November 10, 2015 <http://www.voanews.com/content/vietnamese-activists-inspired-by-myanmar-vote/3052276.html>.

<sup>41</sup> United Nations General Assembly, *Universal Declaration of Human Rights*, (Paris, 1948), Article 25, <http://www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/>.

<sup>42</sup> International Institute for Democracy and Electoral Assistance, *The Constitution of the Socialist Republic of Vietnam*, November 28, 2013, <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/94490/114946/F114201808/VNM94490%20Eng.pdf>.

<sup>43</sup> Tharoor, Ishaan. “In shadow of Obama’s visit, Vietnam cracked down on protests over dead fish.” *The Washington Post*, May 23, 2015. <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/05/23/in-shadow-of-obamas-visit-vietnam-cracked-down-on-protests-over-dead-fish/>.

<sup>44</sup> “Vietnam police break up protest over fish deaths.” *Al Jazeera*, May 9, 2016. <http://www.aljazeera.com/news/2016/05/vietnam-protest-fish-deaths-160509041334507.html>.

<sup>45</sup> Hookay, James. "Vietnam's Dead Fish Breathe Life Into Protest Movement." *Wall Street Journal*, May 19, 2016.  
<http://www.wsj.com/articles/vietnams-dead-fish-breathe-life-int-o-protest-moveme-nt-1463692409>.

<sup>46</sup> Nguyen, Mai. "Formosa Unit Offers \$500 million for causing toxic disaster in Vietnam." Reuters. June 30, 2016.  
<http://in.reuters.com/article/us-vietnam-environment-idINKCNOZG1F5>.

<sup>47</sup> *Australia – Vietnam Human Rights Dialogue*. (2014, July 24). Retrieved May 22, 2015, from  
<http://www.hrw.org/news/2014/07/24/australia-vietnam-human-rights-dialogue>.

<sup>48</sup> Genser, J., & Greg, M. (2013, December 13). *Time for Serious Approach to Vietnam Human Rights*. Retrieved May 22, 2015.

<sup>49</sup> Ibid.

<sup>50</sup> Ibid.

<sup>51</sup> "VIET NAM: Drop trumped-up charges against human rights defenders Bui Thi Minh Hang, Nguyen Thi Thuy Quynh and Nguyen Van Minh." FIDH: *Worldwide Movement for Human Rights*. August 25, 2014.  
<https://www.fidh.org/en/region/asia/vietnam/15929-viet-nam-drop-trumped-up-charges-against-human-rights-defenders-bui-thi>.

<sup>52</sup> United Nations General Assembly, *Universal Declaration of Human Rights*, (Paris, 1948), Article 18, <http://www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/>.

<sup>53</sup> National Assembly of Vietnam, *The Constitution of the Socialist Republic of Vietnam*, (Hanoi, 2013), Chapter 2, Article 24, <http://www.chinhphu.vn/portal/page/portal/chinhphu/Nuoc-CHXHCNVietNam/ThongTinTongHop/hienphapnam2013>.

<sup>54</sup> Human Rights Council, "Report of the Special Rapporteur on freedom of religion or belief, Heiner Bielefeldt: Mission to Viet Nam (July 21 to 31, 2014)," Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, accessed July 14, 2015, [http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session28/Documents/A\\_HRC\\_28\\_66\\_Add.2\\_E.doc](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session28/Documents/A_HRC_28_66_Add.2_E.doc).

<sup>55</sup> "Vietnam," *United States Citizenship and Immigration Services*, (2016), [http://www.uscirf.gov/sites/default/files/USCIR-F\\_AR\\_2016\\_Tier1\\_2\\_Vietnam.pdf](http://www.uscirf.gov/sites/default/files/USCIR-F_AR_2016_Tier1_2_Vietnam.pdf).

<sup>56</sup> Ibid.

<sup>57</sup> Ibid.

<sup>58</sup> Ibid.

<sup>59</sup> Altsean Burma et al., "Joint Statement of Concern on Vietnam's Draft Law on Religion," *Freedom House*, November 9, 2015.  
<https://freedomhouse.org/article/joint-statement-concern-vietnam-s-draft-law-religion>.

<sup>60</sup> <https://www.hrw.org/news/2011/07/26/vietnam-father-nguyen-van-ly-should-remain-free>.

<sup>61</sup> "Vietnam: torture and abuse of political and religious prisoners", Sara Colm, January 2014,  
<https://democraticvoicevn.files.wordpress.com/2014/01/vietnam-torture-and-abuse-01-16-2014.pdf>.

<sup>62</sup> "Veteran Vietnam dissident Nguyen Van Ly released ahead of Obama visit," *South China Morning Post*, May 20, 2016,  
<http://www.scmp.com/news/asia/southeast-asia/article/1948651/veteran-vietnam-dissident-nguyen-van-ly-released-ahead>.

<sup>63</sup> Shetty, Shalil. "Letter to His Excellency Truong Tan Sang, President of the Socialist Republic of Viet Nam: Call for Release of Prisoners of Conscience". Amnesty International, August 28, 2015,

<sup>64</sup> “Buddhist activist gets five-year jail term in Vietnam”. (2011, December 13). Retrieved July 15, 2016 from <http://www.bbc.com/news/world-asia-16162686>.

<sup>65</sup> “Mục sư Nguyễn Công Chính bị 11 năm tù”, BBC, March 23rd, 2012 [http://www.bbc.com/vietnamese/vietnam/2012/03/120326\\_pastor\\_sentence.shtml](http://www.bbc.com/vietnamese/vietnam/2012/03/120326_pastor_sentence.shtml).

<sup>66</sup> Statement- GENEVA (2 June 2016) “UN experts urge Viet Nam to stop the persecution and torture of religious leaders and rights defenders”, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20054&LangID=E#sthash.Jp2goaq1.dpuf><http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20054&LangID=E#sthash.Jp2goaq1.dpuf>.

<sup>67</sup> “Vietnam’s Religious Leaders highlight Harassment of Pastor in Prison”, *Radio Free Asia*, (May 30th, 2014) <http://www.rfa.org/english/news/vietnam/letter-05302014165358.html/>.

<sup>68</sup> Statement- GENEVA (2 June 2016) “UN experts urge Viet Nam to stop the persecution and torture of religious leaders and rights defenders”, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20054&LangID=E#sthash.Jp2goaq1.dpuf><http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20054&LangID=E#sthash.Jp2goaq1.dpuf>.

<sup>69</sup> United Nations Human Rights: Office of the High Commissioner. “Universal Periodic Review.” <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/UPRMain.aspx>.

<sup>70</sup> Ibid.

<sup>71</sup> Human Rights Watch. *Vietnam Universal Periodic Review Submission 2013*. January 7, 2014. <https://www.hrw.org/news/2014/01/07/vietnam-universal-periodic-review-submission-2013>.

<sup>72</sup> Ibid.

<sup>73</sup> “Report of the Working Group on the Universal Periodic Review: Vietnam.” *Universal Periodic Review*. June 20, 2014. [http://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/Session18/VN/A\\_HRC\\_26\\_6\\_Add.1\\_VietNam\\_E.doc](http://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/Session18/VN/A_HRC_26_6_Add.1_VietNam_E.doc).

<sup>74</sup> “Vietnam.” Universal Periodic Review Info. September 19, 2014. <http://www.upr-info.org/en/review/Viet-Nam>.

<sup>75</sup> Civil Rights Defenders. Human Rights in Vietnam. July 7, 2015. <https://www.civilrightsdefenders.org/country-reports/human-rights-in-vietnam/>.

<sup>76</sup> Ibid.

<sup>77</sup> Global Affairs Canada. *Exports and Import Controls - About Us*. [http://www.international.gc.ca/controls-controles/about-a\\_propos/index.aspx?lang=eng](http://www.international.gc.ca/controls-controles/about-a_propos/index.aspx?lang=eng).

<sup>78</sup> Government of Canada, Global Affairs. *Canada to lift sanctions on Belarus*, Ottawa: ON: Global Affairs Canada. 2016. <http://news.gc.ca/web/article-en.do?nid=1062389>.

<sup>79</sup> World Bank “Defining Civil Society”. July 22, 2013, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/CSO/0,,contentMDK:20101499~menuPK:244752~pagePK:220503~piPK:220476~theSitePK:228717,00.html>.

<sup>80</sup> Freedom House, Freedom in the World 2015: Vietnam, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2015/vietnam>.

<sup>81</sup> Reimer, Reg. “Vietnam: Not an Accidental Advocate”. In *Sorrow and Blood: Christian Mission in Contexts of Suffering, Persecution, and Martyrdom*, edited by William D. Taylor, Antonia van der Meer, and Reg Reimer, 291–298. Pasadena, CA: William Carey Library, 2012.

<sup>82</sup> Human Rights Watch, 19 novembre 2015: Vietnam’s Proposed Revisions to National Security Laws (anglais seulement) <https://www.hrw.org/news/2015/11/19/vietnams-proposed-revisions-national-security-laws>

## ÉTUDES DE CAS

Nom	Profession	Date de Condamnation	Date de Libération Prévue	Peine	Infraction
Bui Thi Minh Hang	Militante pour les droits de la personne	26 août 2014	2016-2017	2-3 ans d'emprisonnement	Article 245
Dang Xuan Dieu	Blogueur	Janvier 2013	2026	13 ans d'emprisonnement	Article 79
Dinh Nguyen Kha	Étudiante	16 août 2013	2017	4 ans d'emprisonnement + 3 ans de détention à domicile	Article 88
Dinh Nguyen Kha	Technicien en informatique	16 mai 2013	2017	4 ans d'emprisonnement	Article 88
Dinh Nhat Uy	Blogueur	XXX	XXX	XXX	Article 258
Dinh Van Nhung	Responsable de campagnes de défenses des droits des	14 juillet 2012	2016	4 ans d'emprisonnement	Article 88
Do Thi Hong	Militant religieux	28 janvier 2013	2026	13 ans d'emprisonnement + 5 ans de probation	Article 79
Do Van Hoa	Responsable de campagnes de défenses des droits des	16 juillet 2012	2019	4 ans d'emprisonnement + 3 ans de détention à domicile	Article 88
Doan Ding Nam	Militant	28 janvier 2013	2029	16 ans d'emprisonnement	Article 79
Doan Huy Chuong	Militant syndical	27 octobre 2010	2017	7 ans d'emprisonnement	Article 89
Doan Van Cu	Militant	28 janvier 2013	2027	14 ans d'emprisonnement	Article 79
Doan Van Sinh	Agriculteur	5 avril 2013	2016	3 ans d'emprisonnement	Article 93
Doan Van Vuon	Militant/Agriculteur	5 avril 2013	2018	5 ans d'emprisonnement	Article 93
Duong Kim Khai	Responsable de campagnes de défenses des droits des	2011	2017	6 ans d'emprisonnement + 5 ans de détention à domicile	Article 79
Ho Duc Hoa	Blogueur	9 janvier 2013	2026	13 ans d'emprisonnement	Article 79
Huyen Thuc Vy	Blogueur	XXX	XXX	XXX	Article 88
Kpuil Le	Chrétien degar montagnard	6 juin 2012	2021	9 ans d'emprisonnement	Article 87

Nom	Profession	Date de Condamnation	Date de Libération Prévüe	Peine	Infraction
Kpuile Mel	Chrétien degar montagnard	6 juin 2012	2021	9 ans d'emprisonnement	Article 87
Le Duc Dong	Militant	28 janvier 2013	2025	12 ans d'emprisonnement	Article 79
Le Duy Loc	Membre d'une organisation bouddhiste non sanctionnée	28 janvier 2013	2030	17 ans d'emprisonnement	Article 79
Le Phuc	Militant	18 janvier 2013	2028	15 ans d'emprisonnement	Article 79
Le Tri Tue	Activiste du Syndicat des travailleurs indépendants	XXX	XXX	Manquant	XXX
Le Trong Cu	Militant	28 janvier 2013	2025	12 ans d'emprisonnement	Article 79
Le Trong Cu	Conseil des lois et des affaires publiques de Bia Son	4 février 2013	XXX	10-17 ans d'emprisonnement	Article 79
Lieu Ny	Khmer Krom Moine	XXX	XXX	XXX	XXX
Lo Thanh Hao	Militant des droits	6 janvier 2013	2016	3.5 Years Imprisonment	Article 88
Luong Nhat Quang	Militant religieux	28 janvier 2013	2025	12 ans d'emprisonnement	Article 79
Ngo Ha	Activiste internet	11-Sep-13	2028	15 ans d'emprisonnement	Article 79
Nguyen Cong Chinh	Pasteur	2012	2023	11 ans d'emprisonnement	Article 87
Nguyen Dang Minh Man	Activiste jeunesse	2013	2022	8 ans d'emprisonnement + 5 ans de détention à domicile	Article 79
Nguyen Dang Vinh Phuc	Ouvrier/Participer à un atelier de formation	9 janvier 2013	2016	3 ans d'emprisonnement	Article 79
Nguyen Dinh	Militant religieux	28 janvier 2013	2027	14 ans d'emprisonnement	Article 79
Nguyen Dinh	Conseil des lois et des affaires publiques de Bia Son	4 février 2013	XXX	10-17 ans d'emprisonnement	Article 79
Nguyen Dinh Cuong	Catholic Activist	9 janvier 2013	2017	4 ans d'emprisonnement	Article 79

## ÉTUDES DE CAS

Nom	Profession	Date de Condamnation	Date de Libération Prévüe	Peine	Infraction
Nguyen Dinh Ngoc	Blogueur	27 décembre 2014	XXX	Emprisonnement	XXX
Nguyen Hoang Quac Hung	Militant syndical	18 mars 2011	2020	5 ans d'emprisonnement	Article 89
Nguyen Huu Vinh	Activiste, Blogueur	23 mars 2013	2018	5 ans d'emprisonnement	Article 89
Nguyen Kim Nhan	Activiste des droits fonciers	16 juillet 2012	2020	5,5 ans d'emprisonnement + 3 ans de détention à domicile	Article 88
Nguyen Ky Lac	Militant dissident	28 janvier 2013	2029	16 ans d'emprisonnement	Article 79
Nguyen Ky Lac	Conseil des lois et des affaires publiques de Bia Son	4 février 2013	XXX	10-17 ans d'emprisonnement	Article 79
Nguyen Mai Trung Tuan	Étudiant	24 novembre 2015	2019-20	4,5 ans d'emprisonnement	Article 104
Nguyen Ngoc Gia	Blogueur	30 mars 2016	2020	4 ans d'emprisonnement + 3 ans de probation	Article 88
Nguyen Quan Lap	Blogueur, Écrivain	6 décembre 2014	2021	7 ans d'emprisonnement	Article 88
Nguyen Quang Lap	Blogueur, Écrivain	6 décembre 2014	XXX	Emprisonnement	Arrêté en vertu de l'article 258, mais poursuivi en vertu de l'article 88
Nguyen Quoc Tuan	Chef de l'association des agriculteurs de Vinh Phu Ward	XXX	XXX	XXX	Article 88 and 230
Nguyen Thai Binh	Activiste religieux	28 janvier 2013	2025	12 ans d'emprisonnement	Article 79
Nguyen Thi Bich Trang	Employé de la Holding industrielle	XXX	XXX	XXX	Article 258
Nguyen Thi Thuy Quynh	Activiste	Août 2014	2016	2 ans d'emprisonnement	Article 245
Nguyen Trung Linh	Blogueur	6 mars 2012	XXX	Manquant	XXX
Nguyen Van Dai	Avocat des droits humains	15 décembre 2015	XXX	XXX	Article 88
Nguyen Van Duyet	Activiste catholique	9 janvier 2013	2019	6 ans d'emprisonnement	Article 79
Nguyen Van Lia	Hoa Hao Professeur	2011	2017	5 ans d'emprisonnement	Article 257, 258

# CODE PÉNAL DU VIETNAM

*En novembre 2016, l'Assemblée nationale du Vietnam a procédé à l'étude d'un code pénal, et d'un code de procédure pénale, révisés. Human Rights Watch font rapport de ces révisions suivantes<sup>82</sup>:*

## Article 108 (ancien article 78) – Haute trahison

1. Tout citoyen vietnamien qui agit, de collusion avec un pays étranger, dans le dessein de porter atteinte à l'indépendance, la souveraineté, l'unité ou l'intégrité territoriale de la Patrie, aux forces de défense nationale, au régime socialiste ou à l'État de la République socialiste du Vietnam est passible de 12 à 20 ans d'emprisonnement, de la réclusion à perpétuité ou de la peine de mort.

2. En présence de circonstances atténuantes multiples, l'auteur est passible de 7 à 15 ans d'emprisonnement.

3. Quiconque se livre à des actes préparatoires à la perpétration de ce crime est passible de 1 à 5 ans d'emprisonnement. [NOUVEAU]

## Article 109 (ancien article 79) – Se livrer à des activités visant à renverser le gouvernement du peuple

Quiconque commet des actes, ou crée une organisation ou y adhère, dans le dessein de renverser le gouvernement du peuple est passible des peines suivantes :

1. Les organisateurs, instigateurs et participants actifs, ou les auteurs d'actes ayant des conséquences graves, sont passibles de 12 à 20 ans d'emprisonnement, de la réclusion à perpétuité ou de la peine de mort;

2. Les autres complices sont passibles de 5 à 12 ans [RÉDUCTION – ÉTAIT 15] d'emprisonnement.

3. Quiconque se livre à des actes préparatoires à la perpétration de ce crime est passible de 1 à 5 ans d'emprisonnement. [NOUVEAU]

## Article 110 (ancien article 80) – Espionnage

1. Quiconque se livre à l'un des actes suivants est passible de 12 à 20 ans d'emprisonnement, de la réclusion à perpétuité ou de la peine de mort :

a) Se livrer à des actes de renseignement ou de sabotage, ou jeter les bases d'actes de renseignement ou de sabotage, dirigés contre la République socialiste du Vietnam;

b) Jeter les bases, sur les instructions de pays étrangers, d'actes de renseignement ou de sabotage; exécuter des actes de reconnaissance, d'information, de dissimulation ou autres destinés à aider des étrangers à mener des actes de renseignement ou de sabotage;

c) Fournir, ou recueillir en vue de fournir, des secrets d'État à des pays étrangers; recueillir ou fournir des renseignements et d'autres pièces dont des pays étrangers peuvent tirer parti contre la République socialiste du Vietnam;

2. S'il s'agit d'infractions de moindre gravité, les auteurs sont passibles d'une peine de 5 à 15 ans d'emprisonnement.

3. Quiconque se livre à des actes préparatoires à la perpétration de ce crime est passible de 1 à 5 ans d'emprisonnement. [NOUVEAU]

4. Quiconque accepte de faire de l'espionnage, mais n'exécute pas la tâche qui lui est assignée et confesse, expose exactement et signale le fait aux organes étatiques compétents est soustrait à sa responsabilité pénale pour ce crime.

## ÉTUDES DE CAS

Nom	Profession	Date de Condamnation	Date de Libération Prévue	Peine	Infraction
Tu Thieng Luong	Hoi Dong Cong Luat Cong An Bia Son Fondateur et Président	28 janvier 2013	2029	16 ans d'emprisonnement	Article 79
Vo Minh Tri	Auteur de chansons, Artiste	30 octobre 2012	2016	4 ans d'emprisonnement + 2 ans de détention à domicile	Article 88
Vo Ngoc Cu	Militant dissident	28 janvier 2013	2029	16 ans d'emprisonnement	Article 79
Vo Than Le	Militant dissident	28 janvier 2013	2029	16 ans d'emprisonnement	Article 79
Vo Thi Hanh	Council of the Laws and Public Affairs of Bia Son	XXX	XXX	XXX	Article 258
Vo Thi Thu Thuy	Activiste catholique	7 mars 2012	2017	5 ans d'emprisonnement	Article 88
Vo Tiet	Hoi Dong Cong Luat Cong An Bia Son Fondateur et Président	28 janvier 2013	2029	16 Years Imprisonment	Article 79
Vo Viet Dzien	Poissonnier / Militant dissident	15 janvier 2013	2016	3 ans d'emprisonnement	Article 79
Vuong Tan Son	Militant dissident	28 janvier 2013	2030	17 ans d'emprisonnement	Article 79

# DÉCRETS ADMINISTRATIFS

Voici la liste des décrets administratifs et des articles du code pénal que le gouvernement vietnamien invoque le plus souvent pour réprimer les dissidents.

## Décret 72

- Limite l'utilisation des blogues et des réseaux sociaux à « la diffusion ou l'échange de renseignements personnels ».
- Interdit aussi l'utilisation des blogues et des réseaux sociaux pour diffuser des nouvelles ou des renseignements émanant des sites Web d'organes gouvernementaux.

Texte intégral et complément d'information : [http://www.itpc.gov.vn/investors/how\\_to\\_invest/law/Decree\\_No.72\\_2013/mldocument\\_view/?set\\_language=en](http://www.itpc.gov.vn/investors/how_to_invest/law/Decree_No.72_2013/mldocument_view/?set_language=en) [EN ANGLAIS SEULEMENT]

## Décret 92

- Accorde aux autorités vietnamiennes davantage de latitude pour sanctionner et restreindre les activités religieuses.

Texte intégral et complément d'information : [http://reachingvietnam.com/wp-content/uploads/2013/03/ND92\\_EnglishTranslation.pdf](http://reachingvietnam.com/wp-content/uploads/2013/03/ND92_EnglishTranslation.pdf) [EN ANGLAIS SEULEMENT]

## Décret 174

- Fait suite au décret 72 : quiconque publie du contenu relevant de la « propagande contre l'État » ou des « idéologies réactionnaires » sur les réseaux sociaux est passible d'une amende pouvant atteindre 5 000 \$ US.

Texte intégral et complément d'information : <https://www.techinasia.com/internet-fines-vietnam/> [EN ANGLAIS SEULEMENT]

Nom	Profession	Date de Condamnation	Date de Libération Prévue	Peine	Infraction
Nguyen Van Minh	Militant religieux	26 août 2014	2016-17	2,5 ans d'emprisonnement	Article 245
Nguyen Van Minh	Hoa Hao Bouddhiste Activiste	Février 2014	2017	3 ans d'emprisonnement	Article 245
Nguyen Viet Dung	Blogueur	14 décembre 2014	2016	1 ans d'emprisonnement	Article 245
Nguyen Xuan Anh	Militant catholique	9 janvier 2013	2016	3 ans d'emprisonnement	Article 79
Pham Viet Dao	Ancien officiel du parti / Blogueur	XXX	XXX	XXX	Article 258
Phan Thanh Tuong	Militant dissident	28 janvier 2013	2023	10 ans d'emprisonnement	Article 79
Phan Thanh Y	Militant religieux	28 janvier 2013	2027	14 ans d'emprisonnement	Article 79
Phan Van Thu	Leader du Groupe politique	Avril 2012	XXX	Emprisonnement à perpétuité	Article 79
Ta Khu	Militant dissident	1 février 2012	2028	16 ans d'emprisonnement	Article 79
Ta Klu	Conseil des lois et des affaires publiques de Bia Son	4 février 2013	XXX	10-17 ans d'emprisonnement	Article 79
Ta Phuong Tan	Ancienne policière / blogueuse	24 septembre 2012	2020	10 ans d'emprisonnement	Article 88
Tach Thoui	Khmer Krom Moine	XXX	XXX	XXX	XXX
Tai Van Dung	Militant catholique	9 janvier 2013	2018	5 ans d'emprisonnement	Article 79
Tran Huynh Duy Thuc	Entrepreneur, Ingénieur, Activiste	2010	2026	16 ans d'emprisonnement + 5 ans de détention à domicile	Article 79
Tran Phi Dung	Militant dissident	28 janvier 2013	2026	13 ans d'emprisonnement	Article 79
Tran Quan	Militant dissident	28 janvier 2013	2025	12 ans d'emprisonnement	Article 79
Tran Vu Anh Binh	Musicien	30 octobre 2012	2018	6 ans d'emprisonnement + 2 ans de détention à domicile	Article 88
Truong Ngoc Quang	Militant dissident	6 janvier 2013	XXX	XXX	Article 79

### Article 111 (ancien article 81) – Atteintes à la sécurité territoriale

Quiconque infiltre le territoire, ou se livre à des actes de falsification des frontières nationales ou d'autres actes de nature à porter atteinte à la sécurité territoriale de la République socialiste du Vietnam, s'expose aux peines suivantes :

1. Tout organisateur ou participant actif, et tous ceux dont les actes entraînent de graves conséquences, sont passibles de 12 à 20 ans d'emprisonnement ou de la réclusion à perpétuité;
2. Les autres complices sont passibles de 5 à 15 ans d'emprisonnement;
3. Quiconque se livre à des actes préparatoires à la perpétration de ce crime est passible de 1 à 5 ans d'emprisonnement. [NOUVEAU]

### Article 112 (ancien article 82) – Rébellion

Quiconque se livre à des agissements armés ou a recours à la violence organisée en vue de s'opposer au gouvernement du peuple s'expose aux peines suivantes :

1. Les organisateurs, les participants actifs et tous ceux dont les actes entraînent de graves conséquences sont passibles de 12 à 20 ans d'emprisonnement, de la réclusion à perpétuité ou de la peine de mort.
2. Les autres complices sont passibles de 5 à 15 ans d'emprisonnement.
3. Quiconque se livre à des actes préparatoires à la perpétration de ce crime est passible de 1 à 5 ans d'emprisonnement. [NOUVEAU]

### Article 113 (ancien article 84) – Terrorisme visant à combattre le gouvernement du peuple

1. Quiconque vise à s'opposer au gouvernement du peuple et à attenter à la vie de responsables, de fonctionnaires ou d'autres est passible d'une peine de 12 à 20 ans d'emprisonnement, de la réclusion à perpétuité ou de la peine de mort. [RÉVISÉ]

2. Quiconque commet le crime dans les circonstances suivantes est passible de 10 à 15 ans d'emprisonnement :

a) Former une organisation terroriste ou une organisation qui finance le terrorisme, ou y participer, ou encore contraindre, forcer ou former [des gens], fabriquer ou fournir des armes, et initier des terroristes.

b) Attenter à la liberté de corps ou à la santé de responsables, de fonctionnaires ou d'autres. [NOUVEAU]

3. Quiconque commet le crime de menacer d'une atteinte à la vie, ou de poser d'autres actes d'intimidation morale, est passible de 5 à 10 ans [AUGMENTATION – ÉTAIT DE 2 À 7] d'emprisonnement.

4. Quiconque terrorise des personnes ou des organisations étrangères, ou des organisations internationales, dans le but de nuire aux relations internationales de la République socialiste du Vietnam est de même puni conformément aux dispositions du présent article. [RÉVISÉ]

5. Quiconque se livre à des actes préparatoires à la perpétration de ce crime conformément à l'alinéa 1 du présent article est passible de 3 et 7 ans d'emprisonnement. Quiconque se livre à des actes préparatoires à la perpétration de ce crime conformément à l'alinéa 2 du présent article est passible de 1 à 5 ans d'emprisonnement. [NOUVEAU]

## CODE PÉNAL DU VIETNAM

### Article 114 (ancien article 85) – Actes de sabotage visant à saper les fondements matériels et techniques de la République socialiste du Vietnam

1. Quiconque vise à s'opposer au gouvernement du peuple en se livrant à des actes de sabotage qui sapent les fondements matériels et techniques de la République socialiste du Vietnam dans les domaines de la sécurité et de la défense, ainsi que dans les domaines politique, scientifique, technique, culturel et social, est passible de 12 à 20 ans d'emprisonnement, de la réclusion à perpétuité ou de la peine de mort.

2. S'il s'agit d'infractions de moindre gravité, les auteurs sont passibles d'une peine de 5 à 15 ans d'emprisonnement.

3. Quiconque se livre à des actes préparatoires à la perpétration de ce crime est passible de 1 à 5 ans d'emprisonnement. [NOUVEAU]

### Article 115 (ancien article 86) – Compromettre l'application des politiques socioéconomiques

1. Quiconque s'oppose au gouvernement du peuple en compromettant l'application de politiques socioéconomiques est passible de 7 à 15 ans [RÉDUCTION – ÉTAIT 20] d'emprisonnement.

2. S'il s'agit d'infractions de moindre gravité, les auteurs sont passibles d'une peine de 3 à 7 ans d'emprisonnement.

### Article 116 (ancien article 87) – Entraves à la mise en œuvre des politiques de solidarité

1. Quiconque commet l'un des actes suivants visant à combattre le gouvernement du peuple est passible de 5 [AUGMENTATION – ÉTAIT 5] à 15 ans d'emprisonnement :

a) Jeter la discorde entre les différentes couches de la population, ou entre le peuple et les forces armées, le gouvernement du peuple ou les organisations politiques [AJOUTÉ] et sociales;

b) Semer la haine, les préjugés ethniques ou la division et la séparation, [AJOUTÉ] attenter aux droits à l'égalité parmi les communautés ethniques du Vietnam;

c) Jeter la discorde entre religieux et non-religieux, entre personnes de confessions différentes, [AJOUTÉ] ou entre croyants religieux et gouvernement du peuple ou organisations politiques [AJOUTÉ] ou sociales.

d) Compromettre l'application des politiques de solidarité internationale.

2. S'il s'agit d'infractions de moindre gravité, les auteurs sont passibles d'une peine de 2 à 7 ans d'emprisonnement.

### Article 117 (ancien article 88) – Fabriquer, conserver, diffuser ou faire la propagande de matériel et de produits visant à opposer l'État de la République socialiste du Vietnam [RÉVISÉ]

1. Quiconque se livre à l'un des actes suivants contre l'État de la République socialiste du Vietnam est passible de 5 à 12 ans d'emprisonnement :

a) Fabriquer, conserver, diffuser ou faire la propagande de matériel et de produits visant à dénigrer ou diffamer le gouvernement du peuple;

b) Fabriquer, conserver, diffuser ou faire la propagande d'information, de matériel ou de produits dont le contenu est inventé de toute pièce, semant la confusion parmi le peuple;

c) Fabriquer, conserver, diffuser ou faire la propagande d'information, de matériel ou de produits qui sont des facteurs de guerre psychologique. [RÉVISÉ]

2. En cas d'infractions particulièrement graves, l'auteur est passible de 10 à 20 ans d'emprisonnement.

3. Quiconque se livre à des actes préparatoires à la perpétration de ce crime est passible de 1 à 5 ans d'emprisonnement. [NOUVEAU]

### Article 118 (ancien article 89) – Perturber la sécurité publique

1. Quiconque vise à s'opposer au gouvernement du peuple en excitant, incitant et regroupant un grand nombre de personnes pour troubler la sécurité publique, s'opposer aux responsables engagés dans leurs fonctions publiques, ou entraver les activités des administrations ou des organisations est passible de 5 à 15 ans d'emprisonnement lorsque l'infraction n'est pas commise dans le cadre de l'article 112 du présent Code.
2. Les autres complices sont passibles de 2 à 7 ans d'emprisonnement.
3. Quiconque se livre à des actes préparatoires à la perpétration de ce crime est passible de 1 à 5 ans d'emprisonnement. [NOUVEAU]

### Article 119 (Ancien article 90) – Détruire les établissements de détention

1. Quiconque vise à s'opposer au gouvernement du peuple par la destruction d'établissements de détention, ou l'organisation d'évasions, la délivrance de détenus ou de personnes sous escorte, ou l'évasion depuis de tels établissements, est passible de 10 à 20 ans d'emprisonnement ou de la réclusion à perpétuité.
2. S'il s'agit d'infractions de moindre gravité, les auteurs sont passibles d'une peine de 3 à 10 ans d'emprisonnement.
3. Quiconque se livre à des actes préparatoires à la perpétration de ce crime est passible de 1 à 5 ans d'emprisonnement. [NOUVEAU]

### Article 120 (ancien paragraphe 2 de l'article 91) – Organiser, forcer et pousser les autres à fuir à l'étranger, ou à faire défection et demeurer à l'étranger, en vue de combattre le gouvernement du peuple

1. Quiconque organise, force ou pousse les autres à fuir à l'étranger ou à y demeurer en vue de combattre le gouvernement du peuple est passible de 5 à 15 ans d'emprisonnement.
2. En cas d'infractions particulièrement graves, l'auteur est passible de 12 à 20 ans d'emprisonnement ou de la réclusion à perpétuité.

### Article 121 (ancien article 91) – Fuir à l'étranger ou faire défection outre-mer en vue de combattre le gouvernement du peuple

1. Quiconque fuit à l'étranger ou fait défection outre-mer en vue de combattre le gouvernement du peuple est passible de 3 à 12 ans d'emprisonnement.
2. En cas d'infractions particulièrement graves, l'auteur est passible de 12 à 20 ans d'emprisonnement ou de la réclusion à perpétuité.

### Article 122 (ancien article 92) – Peines complémentaires

Quiconque commet des crimes définis au présent chapitre est par ailleurs privé de certains droits civiques, soumis à la probation, et frappé d'une interdiction de séjour de 1 à 5 ans, ainsi qu'exposé à la confiscation de tout ou partie de ses biens.

*Note complémentaire :* Dans le Code pénal révisé, l'article 83 (banditisme) a été éliminé des Crimes d'atteinte à la sécurité nationale. L'article 91 (Fuir à l'étranger ou faire défection outre-mer en vue de combattre le gouvernement du peuple) a été scindé en deux nouveaux articles : l'article 120 (Organiser, forcer et pousser les autres à fuir à l'étranger, ou à faire défection et demeurer à l'étranger, en vue de combattre le gouvernement du peuple) et l'article 121 (Fuir à l'étranger ou faire défection outre-mer en vue de combattre le gouvernement du peuple).

## CODE PÉNAL DU VIETNAM

### Article 330 (ancien article 258) – Abuser des libertés démocratiques pour porter atteinte aux intérêts de l'État, ou aux droits et intérêts légitimes des organisations et des citoyens

1. Est passible d'un avertissement, d'une rééducation non privative de liberté jusqu'à 3 ans, ou d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans, quiconque abuse des droits de liberté d'expression, de la presse, de croyance, de culte, de réunion ou d'association, et d'autres libertés démocratiques, de manière à porter atteinte aux intérêts de l'État, ou aux droits et intérêts légitimes des organisations et des citoyens.

2. Quiconque commet cette infraction, et de plus exerce une mauvaise influence sur la sécurité, l'ordre et la sécurité sociale, est passible de 2 à 7 ans d'emprisonnement. [RÉVISÉ]